

GEORGE WAARDENBURG

**Michel Vuille, Franz Schultheis (dir., 2007), *Entre flexibilité et précarité. Regards croisés sur la jeunesse*, Paris : L'Harmattan, coll. Questions sociologiques, 505 p.**

L'ouvrage collectif édité sous la direction de Franz Schultheis et Michel Vuille consacré aux «jeunesses à l'épreuve de la précarité et de la flexibilité» est un apport majeur à l'étude de la jeunesse en Suisse. Il comprend dix contributions de douze auteur·e·s, chercheur·e·s en sociologie, ethnologie, histoire ou sciences de l'éducation. Les thèmes abordés sont vastes et complémentaires: l'histoire de l'imposition de la forme scolaire à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Christian Alain Muller); une problématisation des représentations généralisantes «de sens commun» de la jeunesse qui se développent dès la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle (Michel Vuille); une étude épistémologique de différentes approches sociologiques de la jeunesse dégageant un certain nombre d'acquis sociologiques fondamentaux (Pierre Escofet); une déconstruction sociologique de la hantise de maltraitance qui caractérise le rapport à l'enfance et à la jeunesse des principales institutions d'Etat concernées (Christophe Delay, Arnaud Frauenfelder, Franz Schultheis et Jean-François Stassen); une histoire du développement contradictoire jusqu'à aujourd'hui des politiques publiques du canton de Genève spécifiquement adressées à la jeunesse hors institution scolaire (Michel Vuille et Laurent Wicht); deux études de cas de jeunes adultes ayant un rapport problématique tant à l'emploi rémunéré qu'à la poursuite d'une formation certifiante (Fabrice Plomb; Renaud Lieberherr); une synthèse d'enquête ethnographique fouillée sur le rapport des assistants sociaux aux jeunes demandeurs d'aide (Isabelle Csupor et Michel Vuille); les premiers résultats d'une remarquable recherche sociologique sur la sociabilité d'enfants dans un quartier populaire à Genève (Denise Morin); une deuxième contribution de Pierre Escofet, proposant de nombreux et riches résultats d'enquête menés sur la sociabilité et la culture «jeunes» en rupture avec les normes constitutives de l'école. En annexe de l'ouvrage sont proposées les fiches de lecture de trente ouvrages scientifiques de référence consacrés à la jeunesse ou utiles à son étude. Il s'agit d'une source bibliographique de valeur.

Concernant la situation géographique des terrains étudiés, la plupart des contributions traitent de cas genevois. Les contributions de Fabrice Plomb et Renaud Lieberherr traitent d'autres cas en Suisse francophone («Suisse romande»), dans le canton de Neuchâtel, quoique Lieberherr analyse aussi des données concernant l'ensemble de la Suisse. L'analyse historique de Vuille traite de différents contextes nationaux et la contribution épistémologique d'Escofet traite d'enquêtes sociologiques de référence internationale.

Ainsi, les objets d'enquête sont pour bonne partie le rapport d'institutions d'Etat<sup>1</sup> à des populations «jeunes» (école, aide sociale, services sociaux). Denise Morin et Pierre Escofet systématisent chacun une analyse des comportements et points de vue des jeunes eux-mêmes, sans confondre les prises de position de ceux-ci avec une analyse sociologique. Renaud Lieberherr et Fabrice Plomb élargissent le champ d'analyse au rapport défavorable que subissent beaucoup de jeunes sur le marché du travail, qui englobe en Suisse une grande partie de la formation professionnelle, puisque celle-ci se fait essentiellement via des apprentissages en entreprise fondées sur un contrat de travail (liées à un poste de travail).

L'ensemble des contributions est d'une richesse considérable et permet de dégager des pistes d'analyse solides pour appréhender la jeunesse de manière scientifique, en prenant les discours courants sur les «jeunes» comme objet et non comme outil d'analyse. L'hétérogénéité des objets «concrets» (rapport à l'aide sociale, à la scolarité post-obligatoire, à la «culture jeune», etc) et des perspectives théoriques des différentes contributions, suscite à la fois de nombreuses réflexions et questionnements et permet de *commencer* à penser la diversité des relations sociales qui *font* la jeunesse aujourd'hui.

Une autre grande qualité de toutes les contributions est d'interroger l'impact des inégalités sociales sur la jeunesse, ou plus précisément, la structuration de la jeunesse par les rapports sociaux de classe. Pour ne prendre que quelques exemples, Muller montre à l'aide d'un matériel historique extrêmement riche et fouillé, l'instauration étatique de l'instruction gratuite et obligatoire comme projet politique ambivalent (tant émancipateur que conservateur) porté par des membres influents des classes dominantes. Dans sa mise en œuvre, les agents de l'école se sont vus confrontés aux fractions des couches populaires les plus démunies et les plus réfractaires, notamment pour des questions de survie, qui ont été largement *domestiquées* dans ce processus. Celui-ci s'est avéré une réussite durable pour ce qui concerne l'intériorisation généralisée de la norme scolaire.

Ainsi est posé le rapport très ambivalent de l'Etat à la jeunesse, et en particulier à la jeunesse privée des atouts cumulés par les classes dominantes : capital économique (fortune, revenus, sécurité future de revenus), capital culturel, capital symbolique, capital social. Même si par

1. Il s'agit plus précisément d'institutions régies par l'Etat cantonal, ici le plus souvent le Canton de Genève. Tant le système scolaire (écoles et universités) que les institutions d'aide sociale sont régies en Suisse par le canton et diffèrent donc pour partie substantiellement de canton en canton. Toutefois, des lois nationales définissent des normes contraignantes pour l'ensemble des politiques cantonales.

définition les jeunes sont tous relativement dépourvus de ces capitaux, tant par l'insuffisance d'un «travail sur soi et sur autrui» qui prend du temps (capital culturel, symbolique, social) et pour des raisons légales et de succession des droits de propriété (capital économique), toutes les contributions problématisent, entre autres, la situation des jeunes qui en sont particulièrement démunis.

Delay *et al.* analysent l'ambivalence des politiques d'Etat actuelles vis-à-vis des jeunes qu'on soupçonne maltraités. Derrière la hantise de l'enfant violenté par ses parents qui s'inscrit profondément dans «un sentiment diffus d'insécurité lié à l'effritement de la condition salariale» (p. 194), l'Etat continue à vouloir façonner les *habitus* (systèmes de *dispositions*) des milieux populaires. Mais l'analyse des auteurs indique que sa mission est moins clairement émancipatrice qu'il y a un siècle, lorsque fut instituée l'école universelle et obligatoire, puisqu'il s'agit d'imposer désormais l'intériorisation d'*habitus* «flexibles» tant aux enfants qu'aux parents appartenant aux couches sociales les plus soumises aux ravages de la précarisation sociale (baisse relative ou absolue des revenus, conditions d'emploi précaires, pénibilité du travail accrue). Cette politique de moralisation très poussée des comportements (bien au-delà de la lutte contre d'éventuelles violences physiques) pose ainsi problème du fait de la non-prise en compte des contraintes structurelles douloureuses subies par les classes populaires. Dès lors, les injonctions d'Etat à la «flexibilité» et à «l'autonomie» sans considération des conditions de possibilité objectives de cet «idéal» tendent à stigmatiser ces populations. Cela est source de souffrances pour celles-ci mais participe aussi à la reconstruction du spectre fantasmé de «classes dangereuses», supposées intrinsèquement portées à l'immoralité.

Plomb, comme Lieberherr, met au centre de son analyse les implications du fait que «la confrontation individuelle au marché du travail se présente aujourd'hui comme l'expérience modale des générations qui entrent dans la vie active après la crise des années '90» (pp. 247-248) – une crise qui n'est jamais retombée pour nombre de jeunes cherchant à s'insérer durablement en emploi. Cette précarité professionnelle (en cours et à-venir) est celle des jeunes en recherche de formation ou d'emploi après l'école obligatoire (qui se termine en Suisse à 15-16 ans). Mais beaucoup y sont aussi confronté·e·s bien plus tôt : «L'insécurité sociale, pour reprendre le terme de Castel (2004), s'est insinuée dans ces lieux de reproduction de la société que sont les familles» (p. 248).

Enfin, Morin, et surtout Escofet, développent des outillages théoriques de belle facture permettant des observations fines et articulées des populations jeunes étudiées, par observation participante et par entretiens (pour Escofet aussi à l'aide d'une grande enquête par questionnaire). Les deux dévoilent les petits réglages subtils structurant les comportements des jeunes (entre 9 et 24 ans) par

des comportements cohérents et réfléchis d'agents se positionnant activement vis-à-vis des institutions, des agents et des normes étatiques d'une part, de leurs pairs d'autre part. Peut-être l'analyse de Morin est-elle la plus originale, en considérant ses interlocuteurs comme des agents sociaux à part entière, rompant ainsi en pratique avec le sens commun omniprésent qui « infantilise » les enfants, en syntonie avec des approches psychologiques trop individualisantes. Les systèmes de dispositions déjà intériorisés par les enfants expliquent pour bonne partie les relations qui se nouent, ou non, entre eux. En particulier, *l'investissement de soi* dans telle ou telle pratique sociale (lecture, natation, football, bagarres, « vandalisme », drague, ...) par les agents sociaux étudiés est lié au contexte de vie quotidienne des enfants, qui participe au façonnage de leur système de dispositions (Lahire), s'inscrivant ici dans un quartier populaire de Genève et aux structurations sociales d'ensemble.

Les deux contributions d'Escofet à l'ouvrage, qui font ensemble le tiers de celui-ci, sont véritablement incontournables pour qui veut étudier la jeunesse aujourd'hui. Cela d'autant plus si l'on ne veut pas s'enfermer dans une perspective théorique abstraite, au vu de la nécessaire « recherche des adéquations entre les *propositions empiriques* et les *propositions explicatives* qui jalonnent les assertions du sociologue » (p. 121). Est aussi mise en œuvre la puissance explicative des principales méthodes en sociologie, questionnaires, entretiens et observations lorsqu'elles sont construites les unes en lien avec les autres dans une perspective théorique solide.

Amenons toutefois quelques critiques dans le but de poursuivre la réflexion stimulée par les auteurs. Tout d'abord, le lecteur regrettera que les différences d'approche et de résultats des différentes contributions ne soient pas assumées dans le texte, soit en introduction, soit dans les contributions. Ainsi, celles traitant du travail d'assistance sociale (Csupor et Vuille) et de la maltraitance (Delay *et al.*) développent des analyses parfois opposées concernant l'Etat. Nous avons esquissé à gros traits l'approche critique de Delay *et al.* Csupor et Vuille tendent eux au contraire à reprendre le discours de l'institution d'aide sociale elle-même pour caractériser son activité : « [l'aide sociale] s'inscrit en effet très clairement dans une politique qui vise [...] la réintégration sociale et économique des bénéficiaires. » (p. 279). De même à la page 281, où ce sont les textes d'Etat qui sont utilisés pour « comprendre les pratiques des travailleurs sociaux ».

Ces approches analytiques divergentes mériteraient d'être débattues. Elles renvoient aussi au caractère profondément contradictoire des politiques sociales soumises aux injonctions de « l'économie », ou plutôt des politiques d'inspiration patronale (aucune politique d'emploi public contre le chômage, nulle baisse du temps de travail légal pour créer des emplois, priorité faite à toute politique sociale de « faire toujours plus avec moins », etc.). Cela est d'ailleurs en partie observé par les travailleurs sociaux

eux-mêmes, qui « constatent que le dilemme entre soutien aux populations fragilisées et contrôle social ressurgit de façon marquée » (Vuille et Wicht, p. 235). Il n'en reste pas moins que l'analyse sociologique de l'Etat ou de son action doit toujours se méfier de la *pensée d'Etat* : « entreprendre de penser l'Etat, c'est s'exposer à reprendre à son compte une pensée d'Etat, à appliquer à l'Etat des catégories de pensée produites et garanties par l'Etat, donc à méconnaître la vérité la plus fondamentale de l'Etat [...] » (Bourdieu, 1994 : 101).

Enfin, le traitement du principal ressort de l'imagination sociale ou sociologique structurant les préoccupations suscitées par la « jeunesse » – l'articulation entre les évolutions socio-historiques de la celle-ci et ce qui relève de la « crise de société » – laisse le lecteur sur sa faim. D'une part, contrairement à ce qui est dit dans l'Introduction (qui n'est pas signée), la crise de l'emploi qui suit les « Trente glorieuses » ne touche largement la population résidente en Suisse qu'au début des années 1990, relevé d'ailleurs par Plomb (p. 248), et non pas en 1974 (introduction, p. 13). Le taux de chômage en Suisse, dont celui à Genève, reste en-dessous de 1% entre 1941 et 1978 compris. Il ne dépassera 1,3%, à Genève, qu'en 1991. En 1961, 1962 et 1964-1974 il est même à 0,0%!<sup>2</sup> On pourrait dès lors parler en Suisse des « Quarante-cinq glorieuses ». Ce « miracle helvétique » a toutefois une face sinistre : la suppression entre 1973 et 1976 de 11% des emplois (la « crise de l'emploi de loin la plus grave de l'ensemble de l'OCDE » (Degen B., p. 44, trad. GW) a pu passer à côté des statistiques du chômage par le renvoi de près de 250 000 personnes de nationalité étrangère. Ce type de politique est préconisée depuis par le Front National en France, par exemple. Sans poursuivre ici l'analyse de ces données, insistons sur un point central : « la politique de plein-emploi suisse [de l'après-guerre] n'est pas une « vraie » politique de plein-emploi, en tout cas pas dans le sens que le plein-emploi compte pour tous les salariés et tous les demandeurs d'emploi, indépendamment de leur statut, de leur qualification et surtout de leur sexe ou nationalité » (Schmidt, 1985 : 12).

D'autre part, les processus historiques développant la précarité sociale ou la généralisation des politiques néolibérales sont complexes et partiellement indépendants. Leur origine ne se trouve en tout cas pas dans la chute du bloc soviétique (1989-1990), comme on le propose dans le texte (p. ex. Vuille et Wicht, p. 233), puisque chômage

2. Chiffres tirés de Degen B. (1993), « Zur Geschichte der Arbeitslosigkeit in der Schweiz. Eine historische Skizze », *Widerspruch*, n°25, 37-46, pour les données jusqu'à la crise des années 1970. Chiffres OFS (Office Fédéral de la Statistique) pour les années 1973-2006.

de masse, politiques d'austérité et préceptes néo-libéraux sont à l'ordre du jour dans les pays capitalistes développés dès le milieu des années 1970, tant sous des gouvernements de « gauche » que de « droite ». Enfin, l'ampleur de la crise de société actuelle sur le long terme historique est très difficile à apprécier et parler par exemple de « relative stabilité de la société française au XIX<sup>e</sup> et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècles » (Vuille, p. 91) par rapport à l'après-Deuxième Guerre Mondiale français paraît pour le moins étonnant : la France a connu au moins trois révolutions, deux Guerres Mondiales, trois républiques, deux monarchies, un empire et une Occupation de 1800 à 1950 comparées à un changement de régime républicain et une stabilité institutionnelle sans précédent depuis 1789 avec la V<sup>e</sup> République ! Cette stabilité de nos sociétés « en crise », en comparaison historique, est vraie pour la plupart des pays occidentaux. Sauf en partie pour la société suisse, politiquement stabilisée depuis 1848, au point de ne jamais avoir connu depuis d'alternance de gouvernement.

Pour conclure, tous les auteurs ont produit avec cette somme d'enquêtes sociologiques et historiques un ensemble de résultats théoriques et empiriques qui feraient une excellente base de travail pour une équipe de recherche sur la jeunesse d'aujourd'hui. La méfiance vis-à-vis des sciences sociales, voire l'ignorance de l'intérêt de celles-ci, courantes en Suisse, peuvent être combattues grâce à ce type de recherches.

George Waardenburg  
gwaardenburg@eesp.ch

## Bibliographie

Bourdieu P. (1994), « Esprits d'Etat. Genèse et structure du champ bureaucratique », in Bourdieu P., *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 99-133.

Schmidt M.G. (1985), *Der Schweizerische Weg zur Vollbeschäftigung. Eine Bilanz der Beschäftigung, der Arbeitslosigkeit und der Arbeitsmarktpolitik*, Frankfurt/Main, Campus, 12 (traduction George Waardenburg).